



# Région : la trajectoire budgétaire 2019 en débat

La majorité LR-UDI maintient son cap : bataille pour l'emploi, équité territoriale et efficacité.

Aujourd'hui et demain, le conseil régional examine les orientations de 2019.

## Pourquoi ? Comment ?

### Les priorités du budget 2019

Emploi, équité territoriale, efficacité. La majorité régionale LR-UDI remet le couvert en déclinant ces trois priorités dans ses orientations budgétaires 2019. Elle poursuit les actions engagées en début de mandature, maintenant le cap de 2017 et 2018 « pour améliorer le quotidien des habitants et préparer l'avenir en renforçant le développement de tous les territoires », souligne la présidente de Région, Christelle Morançais. Elle met l'accent sur les « bons résultats » concrets de ces politiques, avec « l'inversion de la courbe de l'apprentissage » grâce au plan de

relance : + 11 % d'apprentis, dont + 6,8 % pour cette dernière rentrée alors que les signatures de contrat sont toujours possibles jusqu'à fin décembre. « Il faut que la dynamique engagée perdure », insiste la présidente. Même tonalité s'agissant des engagements pour la jeunesse, avec les nouveaux lycées notamment, ou la bataille pour l'emploi : « On veut activer tous les leviers pour qu'entreprises et demandeurs d'emploi se rencontrent. »

### La trajectoire financière

Elle doit prendre en compte les incertitudes liées au contexte économique (prévisions de croissance revues à la baisse). Laurent Dejolie, rapporteur des finances, pointe « les difficultés

à appréhender les dotations de l'État qui ne tient pas ses promesses » et met l'accent sur les inconnues du Contrat d'avenir, qui doit compenser l'abandon du projet de Notre-Dame-des-Landes. Pour maintenir les équilibres, la majorité anticipe sur des recettes financières stables en 2019 et une maîtrise des dépenses de fonctionnement. « L'endettement est sous contrôle », estime Laurent Dejolie, avec une capacité de désendettement à 6,6 ans fin 2019 et 6,5 ans en fin de mandature. La Région maintient ses engagements avec un niveau d'investissements jugé « significatif » pour porter ses ambitions – 450 millions – et « à un haut niveau d'épargne brute », assure le rapporteur.

### Ce qu'en dit le Ceser

Dans son avis, le conseil économique et social régional note que « malgré les incertitudes, les grands agrégats projetés jusqu'à la fin de la mandature sont en amélioration du fait, notamment, de la prise en compte du dynamisme de l'activité économique ». En l'absence de communication du plan pluriannuel d'investissement, qu'il a déjà demandé, il s'interroge « sur l'adéquation du cadencement de ces investissements avec les besoins à venir des Ligériens, même si les dépenses relatives aux lycées et aux transports ferroviaires tiennent compte des évolutions démographiques ».

Édith GESLIN.

## LREM pour « un partenariat État-Région »

À l'examen du rapport d'orientations budgétaires, le groupe La Région en marche au conseil régional estime que, « cette année encore, on est dans un catalogue des insuffisances et des coups durs que l'État portera à la Région. Qui peut croire à une telle caricature, note la conseillère Emmanuelle Bouchaud. C'est bien le partenariat avec l'État qui renforce et renforcera notre Région. » Le groupe note que nos

voisins bretons, « au lieu d'engager un bras de fer avec l'État, anticipent la différenciation territoriale avec celui-ci ». Le groupe LREM met en avant le fait que « les recettes de la Région continuent d'augmenter, notamment sous l'effet des mesures de l'État. La Région, avec le gouvernement, doit en finir avec le « toujours plus » et penser comment faire « toujours mieux » », souligne Aykel Garbaa, président du groupe.

## Pour le RN, dettes et dépenses s'envolent

Alors que l'assemblée va débattre des orientations budgétaires, le groupe Rassemblement national dénonce des « dépenses de fonctionnement qui augmentent ». Il rappelle qu'en octobre 2015, deux mois avant les élections, Bruno Retailleau promettait de « dégraissier le mammouth régional ». Aujourd'hui, indique le groupe, « à périmètre de compétences constant, les dépenses de fonctionnement [...] vont augmenter

de 1 % par an jusqu'à la fin du mandat, soit + 50 millions d'euros en 2021 ». S'agissant de la dette, « elle s'est envolée, atteignant 1,7 milliard fin 2018, soit + 260 millions depuis le début du mandat ». Le groupe indique avoir proposé des solutions d'économies (diminution des subventions, maîtrise des actions de communication ou de promotion dispendieuses...), mais « nous n'avons été que très peu écoutés ».